

# Le maintien de la paix à la fine pointe de la technologie?

Walter Dorn et Ryan Cross

29 nov. 2011

En maintien de la paix traditionnel, les soldats de l'ONU étaient des observateurs au sein de forces militaires statiques, effectuant des patrouilles entre les camps ennemis afin de réduire les risques d'échange de tirs. Les soldats de la paix avaient comme tâche principale « d'observer et de faire rapport ». Lorsque la guerre froide a pris fin, le mandat des missions a été élargi de façon à inclure nombre de nouvelles tâches telles que l'acheminement de l'aide humanitaire, le désarmement et la démobilisation des anciens combattants, la réforme du secteur de la sécurité, l'organisation d'élections, l'assistance économique, la consolidation des infrastructures dévastées par la guerre (tant physiques que sociales), la surveillance de l'application des sanctions et l'imposition de la paix.



Au XXI<sup>e</sup> siècle, toutes les nouvelles opérations de paix ont à présent le mandat de protéger les civils. Cela signifie que les forces de l'ONU doivent maintenant surveiller de vastes étendues afin de contrôler tout un éventail d'activités, dont les actions méprisables visant à saboter le processus de paix. Les forces de l'ONU doivent localiser et intercepter les livraisons clandestines d'armes, découvrir des éléments de preuve sur les atrocités commises afin de les présenter aux tribunaux, et aider les États fragiles à gouverner pendant les périodes de transition. Voilà l'énorme fardeau des missions de paix multidimensionnelles et modernes. De plus, l'environnement opérationnel des missions de maintien de la paix est plus complexe qu'auparavant. Les belligérants ne peuvent être facilement identifiés ou localisés, car ils se mêlent aux populations civiles. D'autres acteurs, tels que les organisations non gouvernementales et les nouveaux gouvernements hôtes, sont

devenus des intervenants incontournables et des partenaires des missions complexes de l'ONU. Tout cela exige de l'ONU une meilleure capacité à évaluer les situations et à faire la collecte proactive de renseignements.

Heureusement, de nos jours, la technologie offre une aide considérable. Cependant, l'aspect technologique du maintien de la paix n'a pas évolué au même rythme que son aspect opérationnel, et ce, même si le besoin s'en fait grandement sentir et que de nombreuses technologies sont facilement disponibles.

En revanche, les combattants ont largement profité de la mise au point de nouvelles technologies et de nouvelles méthodes diversifiées, particulièrement en matière d'opérations réseautiques basées sur le commandement, le contrôle, les communications, l'informatique, le renseignement, la surveillance et la reconnaissance (souvent abrégé sous la forme suivante : C4ISR). On a pu observer récemment l'effet retentissant que peut avoir une telle capacité technologique de pointe à l'occasion des opérations aériennes de l'OTAN en Libye, sanctionnées par l'ONU. Aucune perte de soldats alliés n'a été déplorée, tandis que les munitions à guidage de précision ont servi à localiser les forces de Kadhafi sans faire de victime civile au sol. Cet exemple de combat où l'on a utilisé de façon intensive les plus récentes technologies de surveillance et de contrôle – dans le cadre d'opérations menées pour des « motifs humanitaires » – met en évidence le fossé qui sépare les opérations de pointe et les opérations de maintien de la paix menées directement par l'ONU. Par exemple, en 2006, les Casques bleus ont donné la consigne aux villageois menacés de subir une attaque de faire du bruit à l'aide de « chaudrons et de casseroles » pour alerter les forces de l'ONU qui se trouvaient tout près(1).

Malheureusement encore, lorsque les Casques bleus de l'ONU sont déployés de nos jours, on tente d'établir la paix au moyen de technologies issues des années 1980 – quelques fois même datant de la Seconde Guerre mondiale! Les avancées réalisées dans le domaine de la technologie de la surveillance sont exponentielles, mais les Nations Unies les ont peu adoptées; l'organisme mondial responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales est donc nettement désavantagé. Des lacunes en matière de collecte de renseignements et d'alerte rapide sont la cause de nombreux échecs des missions de l'ONU. Cela ne devrait pas se produire à notre époque dans le contexte de la mondialisation. Il existe des technologies de surveillance économiques qui amélioreraient l'efficacité des opérations militaires et leur permettraient de remplir les mandats ambitieux fixés par le Conseil de sécurité.

## **Des exemples probants**

Un réseau de caméras installées à des endroits névralgiques permettrait à l'ONU de surveiller les zones de conflits, en particulier lorsque les Casques bleus ne sont pas sur place. En 2008, les Nations Unies ont prouvé qu'il était possible de le faire en installant six caméras dans la zone démilitarisée (« la ligne verte ») séparant les forces grecques des forces turques à Chypre. Il s'agit d'un petit pas important pour les Nations Unies. Des caméras à haute définition installées sur des aéronefs offrent une vue à vol d'oiseau et couvrent de vastes zones; c'est encore plus vrai dans le cas des satellites. Les initiatives non gouvernementales comme le projet de surveillance Sentinelle ([Satellite Sentinel Project](#)) permettent de donner rapidement l'alerte en cas d'attaque,

p. ex., au Soudan du Sud, au moyen d'imagerie satellitaire commerciale que les Nations Unies peuvent acheter et analyser.

L'utilisation de systèmes de surveillance par GPS à bord des véhicules de l'ONU, qui enregistrent leur emplacement et leur vitesse, peut accroître la sécurité du personnel de l'ONU en permettant aux Nations Unies de savoir quand les véhicules sont immobilisés ou en danger et où envoyer des secours au besoin. Cela est particulièrement important dans les endroits éloignés des villes où les signaux de communications sont faibles et où dominent souvent des forces locales indépendantes.

La téléphonie cellulaire progresse à pas de géant, y compris dans les régions dévastées par la guerre. La couverture cellulaire atteint près de 80% (2) de la population mondiale. L'accroissement important et démontré de la disponibilité et du transfert de l'information doit être exploité par les Nations Unies. Les téléphones intelligents permettent de partager l'information de façon encore plus astucieuse. À la suite du tremblement de terre en Haïti par exemple, la collaboration et l'échange d'information entre les organismes d'aide et les militaires américains ont été réalisés à l'aide de plateformes libres (3). Les renseignements concernant les rapports d'urgence, les chaînes logistiques vitales, les questions et les services de santé publique, les menaces à la sécurité, les dommages causés aux infrastructures, les risques naturels, etc., ont été téléchargés sur un site Web central où tous pouvaient les consulter (4)(5). En Afrique centrale, la cartographie de crise en temps quasi réel des atrocités commises par l'Armée de résistance du Seigneur a été enrichie au moyen de données dynamiques sur les attaques, géolocalisées dans une base de données ouverte (6). Un domaine de spécialisation, appelé « cartographie de crise », est en plein développement; il est impératif pour le personnel sur le terrain que le maintien de la paix de l'ONU exploite, appuie et mette à profit cette technologie au service de la paix.



Le maintien de la paix a toujours été un travail de jour. Cependant, la plupart des belligérants se servent du couvert de la nuit pour mener des activités illégales ou menaçantes. Récemment, la technologie de vision de nuit a progressé de façon considérable, ce qui, en principe, permettrait aux Nations Unies de surmonter la « barrière de la nuit ». À l'aide de lunettes de vision nocturne, les Casques bleus seraient en mesure de mener des opérations jour et nuit, y compris des opérations robustes. L'évaluation de la situation nocturne peut être améliorée davantage au moyen de radars de surveillance au sol et de capteurs sismiques/acoustiques. De même, lorsque l'ONU mène des opérations de surveillance des sanctions ou d'interdiction des armes, elle doit compter sur du personnel doté de l'équipement nécessaire pour faire de l'observation la nuit, soit justement au moment où les expéditions clandestines ou illégales sont effectuées. Par exemple, au Congo, les trafiquants d'armes ont fait passer de grandes quantités d'armes légères à l'intérieur du pays et transporté des minéraux précieux hors du pays en pleine nuit, tout en se jouant du personnel de l'ONU. Une étude portant sur la capacité des missions à réaliser les mandats visant à imposer un embargo sur les armes aux militants montre que l'on « doit fournir aux missions les moyens d'effectuer des patrouilles sur

l'eau et de la surveillance aérienne, y compris leur fournir le matériel de vision nocturne, satellitaire, radar et photographique nécessaire (7). »

## Satisfaire des exigences contradictoires

La tâche visant à combiner les diverses mesures de surveillance, à en faire la synthèse et à les comprendre n'est pas de tout repos. Il faut satisfaire une multitude d'exigences contradictoires dont la cartographie en temps réel des mouvements des ONG et de l'ONU, le suivi et l'identification des trafiquants d'armes ou des attaques nocturnes potentiels, pour ne nommer que celles-là. Heureusement, les Nations Unies ont fait des progrès considérables quant à l'intégration de centres d'analyse à ses missions de maintien de la paix, même si ce n'est pas le cas pour la technologie. Depuis 2006, les missions de l'ONU sont dotées de « centres d'opérations civilo-militaires » et de « cellules d'analyse conjointe de la mission », qui utilisent principalement des renseignements fournis par des personnes. Les données provenant des technologies de surveillance peuvent être utilisées pour corroborer ou pour infirmer les renseignements provenant de sources humaines. Il s'agit de la fine pointe en ce qui a trait au concept émergeant du maintien de la paix fondé sur les renseignements (8).

Pour que les opérations de maintien de la paix fondées sur les renseignements soient efficaces, l'ONU doit combiner ses bons offices habituels aux avancées technologiques. L'organisme mondial se doterait ainsi des outils nécessaires pour s'appuyer sur ses réussites antérieures et pour remédier aux lacunes identifiées dans le passé. Les principes élémentaires qui définissent le maintien de la paix – le consentement des parties, l'impartialité et le recours à la force pour l'autodéfense (9) – tiennent toujours. Ce qu'il faut maintenant, ce sont des moyens technologiques modernes qui permettront de mettre ces principes en œuvre à l'ère moderne.

\*\*\*

**Walter Dorn**, docteur en chimie, est professeur au Département des Études de la défense du Collège militaire royal du Canada et président du Département de la sécurité et des affaires internationales du Collège des Forces canadiennes. Il enseigne aux officiers provenant du Canada et d'une dizaine d'autres pays, y compris d'anciens et de futurs Casques bleus. Il est l'auteur de [\*Keeping Watch: Monitoring, Technology and Innovation in UN Peace Operations\*](#) (Presses de l'Université des Nations Unies, 2011). **Ryan Cross** est l'adjoint de recherche de M. Dorn et chercheur au Département de psychologie de la University of British Columbia, spécialisé en psychologie politique.

---

## Notes bibliographiques

- (1) Dorn, A. Walter. 2011. [Keeping Watch: Monitoring, Technology and Innovation in UN Peace Operations](#). Tokyo : Presse de l'Université des Nations Unies. p.25. (26 octobre 2011). Voir également l'article : Dorn, Walter, « [Give the peacekeepers tools they need](#) » *National Post*, 26 septembre 2011 (26 octobre 2011).
- (2) International Telecommunications Union. 2011. ICT Statistics. <<http://www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/ict/index.html>> (26 octobre 2011).
- (3) Meier, Patrick et Jen Ziemke. 2010. [Measuring our Response. International Network of Crisis Mappers](#). (26 octobre 2011).
- (4) Ushahidi. 2010. [Crisis Map of Haiti](#). <> (26 octobre 2011).
- (5) Ramirez, Jessica. 2010. « Ushahidi » [Technology Saves Lives in Haiti and Chile](#). *Newsweek*, 3 mars 2010 (26 octobre 2011).
- (6) Meier, Patrick. 2011. [Real Time LRA Crisis Map Tracks Mass Atrocities in Central Africa](#). *iRevolution*, 29 septembre 2011 (26 octobre 2011).
- (7) Cité dans Dorn, 2011, 26.
- (8) Dorn, 2011, 28.
- (9) Nations Unies. 2011. [Principes de base des opérations](#). Département des opérations de maintien de paix (28 novembre 2011).